

<http://lipietz.net/Ukraine-climat-problemes-politiques-de-l-ecologie-mobilisee>

# Ukraine, climat : problèmes politiques de l'écologie mobilisée

- Vie publique - Articles et débats -

Date de mise en ligne : samedi 2 avril 2022

---

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

---

**L'épouvantable guerre déclenchée par le régime de Poutine contre la République ukrainienne offre à l'Europe et au monde une occasion historique : accélérer la transition énergétique (but stratégique de la lutte pour sauver le climat), en lui offrant un objectif tactique susceptible d'une mobilisation plus large, étendue à des acteurs qui ne sont pas écologistes (sortir de la dépendance aux hydrocarbures russes, en particulier au gaz.)**

Dans mon livre, [Face à la toute-urgence écologique : la Révolution verte](#), paru quelques jours après le déclenchement de la guerre, j'appelais à tirer enfin toutes les conséquences des alertes angoissées du 6e rapport du GIEC et des cataclysmes de l'été 2021. Il nous faut accélérer considérablement la sortie de l'économie carbonée. Les techniques existent, la contrainte monétaire est très largement desserrée par l'émission de crédits à taux réel négatif par les banques centrales, seule manque la décision politique. J'appelais de mes vœux un « moment Pearl Harbour » du climat : il n'a fallu que quelques mois après l'attaque japonaise pour que les USA mettent en œuvre le Victory Plan, fantastique reconversion de l'industrie américaine, engendrant d'inespérées économies d'échelle. La construction des Liberty ships passa de 230 jours en décembre 1941 à 24 jours en avril 1943.

C'est exactement ce qui peut se passer avec l'invasion russe de l'Ukraine. Tout le monde sait bien que la mesure la plus immédiate et décisive pour paralyser l'effort de guerre de la Russie, économie de la taille de l'Espagne dont les hydrocarbures représentent le quart du PIB et 57% de ses exportations, consisterait précisément à lancer l'embargo sur ces exportations. Le président Zelensky nous supplie de le faire. Comme le souligna dès le premier jour Yannick Jadot, elles représentent, de la part de l'Union européenne, un financement de l'agression russe, en devises, de l'ordre de 700 millions par jour (21 milliards par mois !), qui stérilise les autres sanctions financières prises par la communauté internationale.

*Image : Selectra*

Si l'on substitue ces importations par d'autres sources d'approvisionnement, évidemment l'effet reste nul sur le front du climat : il faut que ces importations soient rapidement remplacées par de réelles économies de carburants. Inversement, la Russie finira bien par trouver de nouveaux clients (en Chine...), mais ce jeu de quatre-coins sur le marché mondial prendra au moins une année : les flux matériels exigent des installations matérielles, et n'ont pas la plasticité presque instantanée des flux financiers.

On mesure ici un autre point commun entre l'objectif stratégique (le climat) et l'objectif tactique (l'assèchement du budget de guerre russe) : le caractère décisif du temps. De même que les projets de nouvelles centrales nucléaires d'E. Macron, qui ne sortiront pas de terre avant 2040, sont hors-jeu pour la diminution massive des émissions de gaz à effet de serre avant qu'il ne soit trop tard (alors que chaque appartement isolé cette année, chaque éolienne montée, chaque panneau solaire posé y contribue immédiatement), de même la fin des importations de gaz russe ne peut stopper la guerre que si elle intervient dans les semaines qui viennent.

Cette combinaison « effet Pearl Harbour » a fait l'objet jadis de célèbres études de l'économiste hongrois Janos Kornai sur « l'économie mobilisée » (Anti-Equilibrium, Elsevier, 1972). Dans un tel régime d'économie mobilisée (pas forcément « planifiée » au sens soviétique, c'est à dire principalement du côté de l'offre), l'économie est tirée par la demande elle-même planifiée par l'État, d'autant plus efficacement qu'il sera le principal client. Je dériverai de Kornai la formule écologie mobilisée, moins provocatrice et plus générale que [celle de Pierre Charbonnier](#) reflétant les mêmes considérations : « l'écologie de guerre ». Car elle restera tout aussi valable après le cessez-le-feu !

Cette écologie mobilisée, on constate avec un mois de recul que seul dans la campagne présidentielle française les écologistes et leur candidat, manifestement aidés par des années de liens avec les think-tank « éco-social-démocrates » gravitant autour des institutions européennes, ont su la planifier dès les premiers jours. La planification écologique, certains l'agitent comme un slogan, [d'autres la font](#). Ces mêmes institutions européennes s'y rallient progressivement et en partie, à l'instar du gouvernement allemand, dont la coalition SPD-Grünen-Libéraux abandonne en une semaine, [après des années de tergiversations](#), le projet de gazoduc Nord Stream 2. De même l'idée, immédiatement avancée par le candidat écologiste, [reprise le 18 mars par les gouvernements portugais, espagnol, grec et italien](#) (avec tout le prestige de Mario Draghi) d'une agence européenne centrale achetant du gaz non-russe et le distribuant aux différents pays de l'Union en fonction des besoins, est en partie adoptée par le Conseil européen fin mars. Mais le gros sujet, l'embargo sur le gaz et le pétrole russe, semble une marche plus dure à franchir. C'est que les réticences tactiques sont aussi solides que les résistances stratégiques.

## Les résistances

Si la Grande Bretagne et les USA, peu dépendants du gaz et du pétrole russes, ont rapidement adhéré à l'embargo sur ces importations, il n'en est pas de même de l'Europe. Les Pays de l'Europe Centrale et Orientale, Finlande comprise, sont historiquement et géographiquement entièrement dépendants des hydrocarbures russes, l'Allemagne et l'Italie le sont largement. Mais de toute façon la force des lobbys pétroliers et gazier avaient déjà imposé la poursuite de l'immobilisme sur le front stratégique de la décarbonation de l'économie, malgré les maigres engagements de la COP de Glasgow, à l'automne dernier, pour l'horizon 2030. On l'a vu : la stratégie d'E. Macron se limite à la relance du nucléaire, sans effet en flux avant 2045 (selon la Cour des comptes), donc pratiquement sans effet sur la quantité totale de CO2 émise avant la date-objectif ultime de 2050. Face à la nécessité d'agir pour l'Ukraine, le même immobilisme prévaut. Selon les chefs de gouvernement de l'UE, de droite comme de gauche, on n'imposera pas d'embargo, car l'Europe est trop dépendante pour se passer des importations d'hydrocarbures russes.

Notons que de telles déclarations, si elles reflétaient la réalité, mettraient entre les mains de Poutine une bombe nucléaire économique. C'est alors la Russie qui disposerait d'un moyen de pression colossal contre toute aide européenne à la résistance ukrainienne : il lui suffirait de prendre l'initiative de fermer les robinets ! Mais cela nécessiterait de passer au préalable un énorme accord de prêt chinois (les livraisons d'énergie fossile de la Russie à l'Europe représentent 125 milliards par an !), remboursable à terme par des livraisons d'hydrocarbures. La possibilité d'un tel swap mobilise d'ailleurs la diplomatie américaine à l'égard de la Chine, qui souligne que l'occident pèse infiniment plus que la Russie dans les exportations chinoises. Et le fait est que la Russie s'abstient de brandir cette menace, alors qu'elle ne se gêne plus pour brandir la menace nucléaire proprement dite. Non, c'est bien la Russie qui est cruciallement dépendante de ses exportations, bien plus que l'Europe de ses importations.

L'immobilisme stratégique des partis productivistes, qui ne sont tout simplement pas pressés de « sortir du carbone », est évidemment dicté par les lobbys, en particulier, en France, celui d'une firme « nationale » exploitant des gisements russes, Total. Total vient d'ailleurs de lancer un procès en diffamation contre Yannick Jadot, lequel ne se prive pas de dénoncer cette firme comme « complice des crimes de guerre » de la Russie en Ukraine, « au titre de l'article 25 du traité de la Cour Pénal internationale ». En revanche, ni LaREM ni LR n'ont de réticence tactique envers le principe de sanctions économiques contre la Russie.... sauf celle-là.

Toute autre est la résistance des partisans de fait d'une victoire de Poutine en Ukraine : Marine Le Pen et Eric Zemmour. Tout en condamnant rituellement l'invasion, l'extrême-droite française (et en particulier M. Le Pen , adoubée dès 2017 par Poutine comme sa correspondante en France), refuse toute aide à la République ukrainienne et toute sanction contre la Fédération du Russie, au nom de la défense... du pouvoir d'achat des Français. Mais cet argument « munichois » cache mal que cette position est en ligne avec leur amitié pour Poutine et leur admiration

pour son régime, modèle de ce que ces deux candidats aimeraient bien instaurer en France.

À l'inverse, les positions des écologistes en faveur de l'embargo et du retrait de Total sont parfaitement claires. Leur option de soutien en actes à la résistance de la République ukrainienne, n'hésitant pas à se référer à la mobilisation antifasciste des années Trente (guerre d'Espagne, Sudètes...), rejoint sans difficulté un discours stratégique pro-climat vieux de dizaines d'années. Le cas des socialistes, tout aussi engagés pour l'embargo (par la bouche de de l'ex-Président F. Hollande, de leur chef de file R. Glucksmann aux dernières élections européennes, de leur candidate A. Hidalgo) fera sourire tant leur conversion à une écologie radicale semble récente. Elle est surtout aiguillonnée par leur engagement anti-Poutine. Mais réjouissons-nous de l'arrivée des ouvriers de la onzième heure !

Et à la gauche de la gauche ? Chez les écologistes associatifs, la ligne est la même que celle du candidat Jadot. La manifestation pour le climat du 12 mars s'est faite sous les banderoles « Total : stop au gaz de Poutine ». Idem chez les altermondialistes : dans leur article [S'orienter écologiquement par temps de guerre et de choc pétro-gazier](#), Maxime Combes (ATTAC) et Nicolas Haeringer (350.org) sont tout aussi clairs. « Thèse n°1 : rien ne justifie de contribuer à l'effort de guerre russe » en achetant ses hydrocarbures, « Thèse n°2 : rien ne justifie que TotalEnergies reste en Russie ».



Coté LFI, on attendait donc Grouchy : ce fut Blücher. Le soir même de la manifestation du 12 mars tomba le ralliement à la ligne immobiliste du candidat de La France Insoumise, Jean-Luc Mélenchon, [condamnant et l'embargo sur le gaz russe \(« une aberration »\)](#), et [l'appel au retrait de Total](#). D'un seul coup étaient reniées des années d'effort pour rallier autrement qu'en paroles le paradigme écologiste. Quel puissantes considérations, tactiques ou stratégiques, ont-elles pu provoquer ce tête-à-queue ?

[Dans mon livre](#) (terminé en décembre 2021), je caractérisais encore LFI comme un allié potentiel des écologistes dans la Révolution verte. Hélas, dès le soir de l'invasion russe, son candidat condamna toute aide en armements à la résistance ukrainienne, toute sanction contre l'agresseur, et ses députés européens refusèrent de voter l'aide financière de l'UE à la République ukrainienne. On a cru, dans un premier temps, que cette position était dictée par les mêmes considérations tactiques que celles de l'extrême-droite (« munichoises », diront certains, voire pompidolistes : « Ne pas emmerder les Français ») : ne pas inquiéter les électeurs, limiter les effets de la guerre sur le pouvoir d'achat des Français, éviter une escalade en provoquant Poutine. Mais son appel à « vérifier dans ses textes depuis 10 ans » qu'il avait toujours été l'adversaire de Poutine conduisit au contraire à mesurer combien ce choix tactique correspondait lui-aussi à une ligne stratégique : soutenir Poutine dans son objectif de destruction de l'Ukraine comme pays, mais économiquement si possible et pas militairement, quoique militairement ce soit facile. Ainsi, le 4 mars 2015, soit [deux mois après la seconde offensive des chars russes](#) en Ukraine pour s'emparer de

l'aéroport de Donetsk et de la poche de Debaltseve, il écrivait ce texte prophétiquement intitulé [Avant l'orage](#) :

« Soyons clairs : si l'armée russe entrait en Ukraine à la suite des provocations nord-américaines, les forces qui tenteraient de s'y opposer seraient balayées en moins d'une semaine, parachutistes américains ou pas. (...) Il est important de se souvenir que la Russie est une très grande puissance militaire, dont le peuple en arme, que n'intimideront pas les bandes de pauvres diables chicanos (sic) de l'armée des USA [qui] ne peuvent compenser le caractère pitoyable des bandes armées ukrainienne qui viennent d'être défaites dans l'est du pays (...) Tout repose donc à présent sur le sang froid de V. Poutine. Pas de guerre ! La patience, l'écroulement de l'économie ukrainienne, la désagrégation de ce pays qui a tant de mal à en être un, tout vient à point à qui sait attendre. La guerre est le pire qui puisse arriver à tout le monde en Europe et dans le monde. La guerre au milieu de sept centrales nucléaires dont la deuxième du monde, devant le sarcophage de Tchernobyl, la guerre serait un désastre dont l'Europe ne se relèverait pas avant des décennies. » La divergence tactique sur le recours à la guerre de Poutine est donc étouffée par un accord stratégique : Poutine n'a pas su « attendre », ne le sanctionnons pas pour autant.

Bref, le refus tactique de l'embargo s'appuie toujours sur des arrières-pensées stratégiques. Toutefois, les propos de M. Le Pen, E. Zemmour ou JL. Mélenchon, au contraire de ceux d'E. Macron, n'ont aucune importance pratique : ils n'exercent aucune responsabilité exécutive et n'en exerceront probablement pas pendant la durée de la guerre. Il n'en est pas de même pour les deux partis partisans de l'embargo, avec l'arrière-pensée stratégique et explicite d'accélérer la transition énergétique : les écologistes et les socialistes. Eux gèrent la totalité des métropoles françaises (Paris, Lyon, Marseille, Lille, Strasbourg, Bordeaux, Nantes ...) à l'exception de Nice et Toulouse, et au niveau régional un immense territoire rural de la Bretagne à la Bourgogne, du Centre à l'Occitanie en passant par la Nouvelle Aquitaine. C'est à eux qu'il reviendrait, dans la pratique, de « faire avec » un embargo. Celui-ci est-il possible ?

## C'est possible : on n'achète pas

Avant d'examiner la tactique, un mot sur la stratégie. Est-il possible de décarboner rapidement, avec les technologies connues, l'économie mondiale, par exemple d'ici 2030 ? La réponse fut donnée dès 2009 par une équipe de Stanford (Californie) : techniquement, oui. Dans leur article de présentation (« Énergies renouvelables : comment couvrir les besoins mondiaux en 2030 ? », Pour la Science, déc. 2009) les auteurs M. Jacobson et M. Delucchi n'attribuent aucun rôle à la sobriété énergétique, alors que, l'automne dernier, les scénarios négaWatt, Ademe ou RTE de sortie conjointe du carbone et du nucléaire accordaient une grande importance à la sobriété et à l'efficacité énergétique. Chose intéressante, Jacobson et Delucchi remarquent en revanche que le « tout-électrique » provoquera une hausse importante de l'efficacité énergétique. Ainsi, alors qu'à techniques constantes la puissance maximale requise au niveau mondial serait de 16,9 térawatts en 2030, elle ne serait que 11,5 terawatts grâce à l'électrification générale (un raisonnement familier dans mon adolescence, lors du passage de la SNCF à la traction électrique).

Ensuite, l'équipe de Stanford élimine le nucléaire comme solution, sa consommation en « énergie grise » (extraction, transport du minerai et des déchets, béton des centrales) étant plus émettrice de gaz à effet de serre que la construction et l'implantation des éoliennes. Ils proposent alors un mix : éolien (51%) - hydraulique (9%) - photovoltaïque (40%). Ce qui représenterait au niveau mondial 3,8 millions d'éoliennes de 5 mégawatt occupant 50 km<sup>2</sup> sur la planète et les panneaux solaires 0,33 % des terres émergées (toits compris). Est-ce impensable ? Les auteurs rappellent que l'industrie automobile produit 20 fois plus de véhicules par an. Et sans ignorer le principal obstacle (le transport de cette énergie dans le temps et dans l'espace), ils concluent par un appel à une écologie mobilisée, les coûts étant, déjà à l'époque, quasi-compétitifs.

Depuis, les coûts des énergies renouvelables ont considérablement diminué, et chaque mois la presse scientifique publie des expériences annonçant des techniques capables de stocker l'électricité avec des matériaux de plus en plus communs. La vraie question est celle du temps. Plus de la moitié du temps d'ici 2030 s'est écoulé depuis 2009, et on n'a pas fait grand-chose. Alors, peut-on renoncer du jour au lendemain à la production russe placée sous embargo ? Peut-on faire disparaître en quelques mois la demande correspondant à cette production ? Nous parlons ici d'une temporalité qui se mesure en mois, en sachant que l'arrivée du printemps diminue considérablement la consommation de l'hémisphère nord et que donc les gros problèmes se poseront en octobre. Amèremment, nous redécouvrons que la guerre et la politique sont rythmés par les saisons, comme les émeutes de la faim de jadis et de demain.

Encore faut-il préciser ce qu'est un embargo. Version minimale : ne plus passer aucun nouveau contrat d'achat de gaz ou de pétrole russe, mais respecter les contrats en cours. Cette version fut immédiatement explorée par l'Agence internationale de l'énergie : elle permet de réduire d'un tiers la dépendance de l'Europe à la Russie d'ici la fin de l'année 2022, au prix d'une légère réduction de la demande et moyennant un large basculement vers d'autres fournisseurs. Début mars, le Conseil européen des chefs d'État et de gouvernement a demandé à la Commission Von der Layen d'établir un plan de sortie de 2/3 de la dépendance à la Russie d'ici la fin de l'année 2022, tout en constituant des stocks de gaz suffisants pour affronter la saison froide 2022-2023. Plan qui peut parfaitement se combiner avec la proposition « Jadot-Draghi » d'un acheteur unique européen.

Notons que ce doublement de l'ambition soulèvera tout de suite un problème nouveau : il conduira probablement à remettre en cause des contrats de livraison en cours. Or, [comme le souligne François Lévêque](#), professeur d'économie de l'énergie à l'école des Mines de Paris, beaucoup de ces contrats sont contraignants (Take or pay) : il faut payer, qu'on embarque la marchandise ou pas. Le but étant précisément de ne pas payer, un tel plan placera les importateurs en position délicate du point de vue du droit privé. Seule une décision politique, « cas de force majeure », leur permettra de justifier devant la justice civile internationale la non-application de ces contrats : un embargo décidé par les autorités politiques de l'Union européenne. D'où l'insistance de Y. Jadot à souligner devant la presse que la responsabilité du départ ou non de Total est d'abord celle du Président Macron.

Mais l'embargo, là, tout de suite ? [Cédric Philibert](#), de l'Ifri, qui fut l'un des experts de l'accord de Kyoto sur le climat, recommande de commencer par le pétrole, aussi efficace sur le budget russe que l'embargo sur le gaz, tout en nous posant moins de problèmes. Pour le gaz, les études se multiplient : oui, on peut sortir tout de suite, donc on peut déclarer l'embargo tout de suite. Pour la seule Allemagne (particulièrement dépendante du gaz russe), nous avons eu dès le 7 mars l'étude de R. Bachman et autres, de l'Université de Bonn, [What if ? The economic effects for Germany of a stop of energy imports from Russia](#). Pour l'Europe entière : l'étude de McWilliams et autres, [L'Europe peut-elle vivre sans le gaz russe ?](#) Elle combine un pas en avant dans la sobriété énergétique (baisser le chauffage à 18Â°...), une accélération de l'efficacité énergétique (pompes à chaleur) et des renouvelables (panneaux photovoltaïques), et une pause dans la sortie du nucléaire. Toutefois, il faut trouver d'autres fournisseurs pour stocker du gaz naturel liquéfié en vue de l'hiver prochain.

On reconnaît là évidemment - et ce n'est pas un hasard - la « planification Jadot » de court terme (pour 2022). Elle est à bien distinguer de la planification de moyen terme : l'isolation des bâtiments et les parcs éoliens, centraux dans la course à la neutralité carbone, ne sont pas une réponse à l'échelle du semestre. En revanche on peut immédiatement multiplier les poses de panneaux photovoltaïques sur tous les toits-terrasses et les délaissés, en particulier publics. Et la sortie du nucléaire est à court terme un non-sujet : nos centrales vieillissantes tombent toutes seules en révision, leur arrêt définitif volontaire (à moyen terme) se décidera au fur et à mesure des économies d'énergie. Et pour ce qui est de la sobriété, Y. Jadot renvoie aux 149 propositions de la Convention citoyenne pour le climat : baisser le chauffage et mettre un pull, rouler à 110 sur les autoroutes, télétravail, covoiturage, faire tourner ses machines à laver aux heures creuses... Ce qui provoque sur la Toile les ricanements des trolls zemmouristes ou mélenchonistes, mais en 1973-74, face au blocage des exportations de l'OPAEP en réponse à la guerre israélo-arabe, l'Europe s'est imposée bien « pire » que ça...

## Problèmes politiques de l'écologie mobilisée

Nous l'avons dit en introduction : que le boycott soit partiel ou total, progressif ou immédiat, il n'y a « écologie mobilisée » que si les importations d'hydrocarbures russes sont substituées par de vraies économies d'énergie carbonée, et non par des fournisseurs alternatifs. La pesanteur stratégique des lobbys et des gouvernements poussera vers la seconde solution, la mobilisation écologique (et celle déjà des fragiles lobbys industriels favorables à la transition : oui, il existe un « capitalisme vert » lié au bâtiment et aux énergies renouvelables !) poussera vers la première.

Soyons réalistes : dans les premiers jours d'un embargo, la réponse sera essentiellement la seconde, plus la sobriété elle-même mobilisée (cf la « chasse au gaspi » des années 1973-74). La chasse aux nouveaux fournisseurs et le déblocage de réserves stratégiques (alors même qu'il faudra les reconstituer avant octobre) seront inévitables.

[Un exemple concret.](#) Je vice-préside le plus grand réseau de chaleur géothermique d'Europe, entièrement public (intercommunal), la Semhach : 35300 équivalent-logements, économisant chaque année le CO2 que provoquerait l'incendie d'une forêt grande comme Paris ou la circulation de 20000 voitures. Mais la température de l'eau souterraine au débouché de nos trois puits est encore insuffisante. Deux des puits complètent avec des turbines de cogénération... au gaz, et quelques chaudières. Le plus récent utilise une pompe à chaleur. 30% de notre énergie vient donc du gaz. L'an dernier s'achevait le contrat de rachat de l'électricité produite par nos turbines. Ce qui nous a obligés à étudier un passage intégral aux pompes à chaleur et chaudières électriques. Dès septembre 2021, la flambée du prix du gaz (due à la reprise économique mondiale post-vaccination, plus déjà la montée des tensions géopolitiques) nous a fait précipiter le mouvement, car le prix du gaz était déjà tel que, sauf à augmenter vertigineusement le prix de notre eau chaude, nous serions dès février en cessation de paiement. Dès le début de l'hiver les contrats d'électrification complète sont passés, les emprunts contractés (à moins de 0,5% !) : dès octobre 2022, nous serons sortis du gaz ! La part des énergies renouvelables sera alors passée de 63% à 85%. Mais pour passer l'hiver, il a bien fallu se mettre à la chasse aux fournisseurs de gaz... Et en avril nous n'en aurons plus besoin, embargo ou pas. L'important est de partir à point.

Second problème : la solidarité sur le marché du gaz. Nous l'avons vu, le plan Draghi, plus ou moins adopté par l'UE et anticipé par l'équipe Jadot, organise l'achat groupé et la répartition solidaire de réserves pour l'hiver prochain. Ce n'est possible que grâce à l'existence préalable d'une institution créée dans ce but en 2008 (imposer des réserves et des interconnexions à l'échelle européenne) : l'Agence de coopération des régulateurs de l'énergie ([dont je fus d'ailleurs le rapporteur au Parlement européen](#)), et par l'expérience d'achat groupé et de distribution équitable de vaccins anti-Covid par la Commission européenne.

Oui mais voilà : rien de tel n'existe sur le marché mondial du gaz et du pétrole, et les pays pauvres ou intermédiaires l'avaient déjà durement ressenti sur le marché des vaccins, obligés qu'ils furent de se rabattre vers les médiocres vaccins russes ou chinois. Plus les Européens auront recours à la seconde solution (rechercher des fournisseurs alternatifs), plus ils évinceront du sous-marché des hydrocarbures et du charbon non-russe les pays plus pauvres, qui n'auront d'autres solutions que d'en passer... par le fournisseur russe ! L'embargo n'est socialement juste et géopolitiquement opérant que s'il étend sa solidarité, face aux pénuries, au monde entier. Là encore il y aura lutte entre deux voies, surlignant la précédente, cette fois dans la répartition plus ou moins solidaire des hydrocarbures non-russes auxquels il faudra bien avoir recours pendant un certain temps. Le problème est d'ailleurs le même sur le marché des céréales.

Troisième problème : la composante « sobriété énergétique » des particuliers risque bien d'être contrainte, plutôt que volontaire, par le prix de l'énergie, et il serait assez aventureux de compter sur l'argument « Les malheureux à Marioupol ont beaucoup plus froid que nous. » C'est justement sur le rejet de cet argument « bobo » que repose le succès des partis pro-Poutine (de fait, sinon de discours) : « Je trouve assez facile d'aller dire « on peut grelotter à la

maison, c'est mieux que de trembler devant les Russes ». Ce sont les gens qui n'ont jamais grelotté de leur vie qui parlent comme ça. » (JL. Mélenchon, le 12 mars)

L'embargo ne fera probablement qu'accroître le prix du gaz et du pétrole sur le marché mondial des hydrocarbures non-russes, au moins dans un premier temps. Il ne sera soutenable que si compensé pour les ménages aux revenus modestes et les branches qui par nature ne peuvent se passer de véhicules routiers. Déjà, les infirmier.es à domicile qui doivent parcourir 70 km pour faire quatre piqûres d'insuline commencent à jeter l'éponge. La solution « productiviste » est la réduction générale du prix de l'essence par une prime au litre de carburant ou une baisse de la fiscalité spécifique (TIPPE, TVA) sur les carburants. Une telle solution favorise outrageusement les plus gros consommateurs (les SUV...) et n'encourage pas la sobriété volontaire. Une solution ciblée, au contraire, attribuée indépendamment de la consommation effective, récompense celles et ceux qui économisent le carburant tout en compensant celles et ceux qui ne peuvent le faire. Le plan des écologistes, tout en passant à la « TIPPE flottante » (fixation d'un prix à la pompe en augmentation lente et régulière lissant les à-coups des prix à la raffinerie) comme stratégie de moyen terme, compense immédiatement par un chèque énergie dépendant du revenu du ménage et des dépenses contraintes par l'activité.

\*\*\*\*

On le voit : rien de tout cela n'échapperait à une planification écologique de lutte pour sauver le climat, invasion de l'Ukraine ou pas. Celle-ci nous donne seulement l'occasion d'une écologie mobilisée : [comme le résume T. Pellerin-Carlin](#) (Institut Jacques Delors), il s'agit d'aller « dix fois plus vite que prévu ». Un « prévu » qui jusqu'ici, malgré l'avertissement des scientifiques et les événements climatiques extrêmes qui se multiplient, n'était pas très rapide, beaucoup trop lent, après Glasgow, pour espérer éviter un [réchauffement catastrophique](#) de + 2Â° à moyen terme. L'argument des sanctions, que plus honnêtement on rebaptise « reconstruction de l'indépendance énergétique vis à vis de la Russie », n'a fait que jouer le rôle d'électrochoc. Pour celles et ceux du moins qui ont perçu que, [comme jadis Madrid](#), Kyiv est le Verdun de notre liberté.

*Post-scriptum :*

*À propos du gaz "sale".*

*Certains s'inquiètent que remplacer le gaz russe par du gaz américain, c'est ouvrir la porte à un gaz plus "sale" : le gaz de schiste. Ils oublient tout simplement le gaz russe "supprimé" qui lui-même... n'est pas propre.*

*Par "gaz sale", on ne vise pas le fait que quand on brûle du gaz naturel on produit du CO2 : ça , c'est le principe de tous les carburants, y compris le biogaz le plus strictement renouvelable. On veut dire qu'au stade de l'extraction (au niveau des puits), on laisse échapper du gaz dans l'atmosphère au lieu de tout envoyer à la liquéfaction ou dans les gazoducs. C'est particulièrement le cas pour le gaz de schiste, mais pas seulement. Or le méthane est un gaz à effet de serre 40 fois plus puissant que le CO2 (mais qui reste 3-4 fois moins longtemps dans l'atmosphère.)*

*Bon, alors... [Voici ce qu'en dit \(en 2021\) l'Agence internationale de l'énergie.](#)*

*En moyenne, le gaz RUSSE émet plus de gaz dans l'atmosphère (par unité de gaz utile, liquéfié ou envoyé dans les gazoducs) que le gaz AMÉRICAIN. Il en est ainsi parce que tout le gaz américain n'est pas "de schiste" et parce que les Russes, depuis l'URSS, exploitent leur gaz, en particulier sibérien, comme des cochons.*

*Mais il y a bien pire : le gaz vénézuélien est encore 3 fois plus sale que le Russe. Voir le graphique en bas de la page ici (les barres bleu clair donnent la production nationale de gaz , les points bleu foncé donne la quantité de gaz perdue dans l'atmosphère par unité de gaz produit utilement) : c'est ça qui nous intéresse.*

*Par ailleurs, le creusement lui-même des puits de gaz de schiste provoque des pollutions locales. Selon les écologistes sibériens, les effets de l'exploitation du gaz et pétrole sibériens sont encore pires : déplacement de populations indigènes, perturbation des migrations animales dans la grande toundra et la taïga sauvages, etc.*